

entièrement payé à même des fonds qui autrement auraient dû être versés à titre de surplus de bénéfices. Il convient de prendre dès maintenant des mesures en vue de prévenir la vente d'actifs physiques et d'empêcher les réorganisations de sociétés susceptibles d'être tentées dans la période d'après-guerre afin d'éviter l'impôt ou d'assurer la stérilisation d'actifs physiques dont le coût a été complètement amorti au moyen de dépréciations massives telles qu'on les pratique actuellement à l'égard des usines et des outillages appartenant aux industries du temps de guerre.

Et j'appelle tout particulièrement l'attention sur ce qui suit :

Le sous-comité a constaté qu'en ce qui concerne les industries engagées dans la production de guerre, il a été rendu des décisions qui la plupart du temps autorisent l'amortissement de l'usine et de l'outillage en trois ans.

Autrement dit, le coût de l'outillage de ces industries est amorti. Le peuple canadien le paye dans le prix qu'il verse pour le matériel de guerre, et après trois ans, les établissements et les machines sont la propriété des sociétés.

J'ai souvent dit, et je tiens à le souligner ici, que les bénéfices réalisés par l'industrie dans cette guerre non seulement figureront aux bilans annuels des sociétés en question, mais qu'ils seront beaucoup plus considérables, bien que cachés à nos yeux, quand des amortissements formidables au chapitre de la dépréciation auront mis les industries monopolisatrices en possession de nouvelles usines, de centrales électriques et de machines dont le coût aura été acquitté par la nation. Mes opinions sont maintenant corroborées par le rapport du sous-comité que je viens de citer.

Je ne vais pas décrier ou méconnaître ce qui s'est accompli au pays malgré le manque d'un plan général de production, mais les milliers de camions et le matériel qui encombrant les voies de garage entre Windsor et Montréal attestent éloquemment ce que je veux dire. Il y a déjà plus de deux ans qu'on nous disait que notre pays ne pouvait construire de cargos océaniques. Puis nous nous sommes lancés dans la construction de navires marchands. Et aujourd'hui nous avons des acres et des acres couvertes de camions et autre matériel—je les ai vus comme les ont vus aussi certains honorables députés de l'Ontario méridional—amoncelés parce que nous manquons de navires de transport. Telle est la situation résultant en partie de la menace sous-marine et en partie du fait que nous n'avons pas de plan de construction navale en vue du transport des marchandises que nous nous apprêtons à fabriquer.

Eussions-nous eu un organisme de guerre chargé de régenter notre industrie et l'utilisation de notre main-d'œuvre, nous ne souffririons pas maintenant de pénuries aussi diverses d'une part et d'excédents d'autre part. Cela tient à ce que, au début, on a encouragé

[M. Coldwell.]

le pays à croire que la part du Canada en cette guerre consisterait surtout à lever des effectifs, alors que nous commençons à nous rendre compte que la part principale du Canada doit se manifester dans d'autres domaines tout en maintenant à pleins renforts sur les théâtres de guerre l'armée approuvée par le Parlement.

Le 9 septembre 1939, dans le discours où j'appuyais la déclaration de la guerre, j'adoptai un point de vue qui fut alors impopulaire mais que le temps a justifié à plusieurs égards. Je déclarais, ainsi qu'en fait foi la page 60 des *Débats* de 1939, 2e session :

Nous sommes le Dominion le plus rapproché de l'Europe, et nous disposons de ressources immenses. Suivant les méthodes modernes de guerre, l'on remplace d'énormes masses de soldats par des corps mécanisés dont le maintien sur la ligne de feu exige de vastes quantités de provisions. Les appels frénétiques à l'enrôlement, s'ils sont couronnés de succès, pourraient peut-être nous empêcher d'atteindre le but visé, la victoire dans cette guerre.

Puis je citais une lettre de sir Wilfrid Laurier, écrite le 15 mai 1917, et où il disait :

Il y a pénurie de main-d'œuvre dans l'agriculture et dans l'industrie, de fait dans toutes les sphères qui requièrent du travail manuel, et malgré cela certaines personnes là-bas nous demandent à grands cris de leur envoyer un plus grand nombre d'hommes, alors que nous en avons tant besoin dans les divers domaines où ils sont employés.

C'est ce qu'a dit sir Wilfrid Laurier en 1917. Et après cela, nous avons négligé en 1939 de dresser l'inventaire qui s'imposait de nos ressources, de nos machines et de notre capital humain; nous avons omis d'adopter un plan total qui nous aurait aidé à résoudre quelques-unes des difficultés qui se sont présentées à nous.

Aujourd'hui comme à cette époque, nos fermes perdent la main-d'œuvre dont elles ont tant besoin pour la production du bacon, des denrées laitières et avicoles à destination d'outre-mer. Les céréales gisent non battues sous la neige, le Gouvernement demande de diminuer la production du blé dont nous aurons prochainement besoin, semble-t-il, pour empêcher plusieurs pays de subir la famine générale après la guerre, et qu'incidemment nous pourrions utiliser dès maintenant et que nous devrions utiliser, pourvu que soient vaincus les sous-marins, pour approvisionner nos alliés de Russie, qui se battent si vaillamment pour les Nations Unies, et nos alliés de Chine, qui pour un grand nombre connaissent actuellement les affres de la famine. Nous recourons cependant à une politique de restriction de la denrée la plus facile à emmagasiner qui soit. De plus, le grain qui est emmagasiné sur les fermes, constitue un fardeau pour le cultivateur, tandis que les propriétaires d'élevateurs reçoivent des frais d'entreposage pour celui que leur apportent